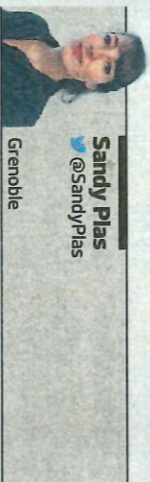


Superphénix : gloire et déboires d'un fleuron français du nucléaire

Il y a 25 ans, Lionel Jospin annonçait le démantèlement de cette centrale, inaugurée en 1986 à Creys-Malville (Isère). Véritable prouesse technologique à l'époque, le réacteur a fait les frais de son instabilité chronique et d'un « accord politique » qualifié d'opportuniste par certains. Écoles, « cités EDF », stade... Alors que « Malville » a contribué au développement de tout un territoire, 300 personnes continuent de travailler à sa déconstruction, prévue pour 2030.



Sandy Plas
@SandyPlas
Grenoble

Daniel Béguet se souvient encore parfaitement de la journée du 19 juin 1997. Ce jour-là, une tension particulière flotte dans les couloirs de la centrale nucléaire de Creys-Malville (Isère), où il travaille depuis une quinzaine d'années en tant que technicien d'exploitation. Lionel Jospin, nommé premier ministre deux semaines plus tôt, doit prononcer sa déclaration de politique générale devant l'Assemblée nationale. Aujourd'hui à la retraite, cet ancien responsable CGT revoit « la télévision, installée dans la cour de la centrale » et « la centaine d'employés réunis devant, pour écouter en direct le discours », espérant tous « que l'annonce de la fermeture ne se ferait pas si vite ». Mais, ce 19 juin 1997, le couperet tombe pour le réacteur Superphénix, situé dans la centrale : « Si l'industrie nucléaire est un atout important pour notre pays, elle ne doit pas pour autant s'exempter des règles démocratiques, ni pour suivre des projets dont le coût est excessif et la réussite très incertaine : c'est pourquoi le surgénérateur qu'on appelle "Superphénix" sera abandonné », déclare alors, Lionel Jospin.

Vingt-cinq ans après, Creys-Mépieu, commune rurale de 1 500 habitants située à 70 km de Lyon, sur laquelle est implanté le site, vit toujours au rythme de la centrale. Le démantèlement de Superphénix, plus grand réacteur du monde en cours de déconstruction, occupe chaque jour environ 300 personnes salariées d'EDF et prestataires. Cet automne, un second chantier s'est déroulé sur le site de Creys-Malville, avec l'installation d'une centrale solaire de 22 000 panneaux photovoltaïques, qui entrera en fonction au début de l'année prochaine. Débuté en 2006, le démantèlement devrait s'achever en 2030 et génère encore quelques retombées économiques pour le territoire. Comme au Chantegriff, seul restaurant de la commune, où l'on organise encore « quelques réunions de travail et des repas de groupe » pour les équipes d'EDF, sans commune mesure avec l'époque où la centrale était en activité.

Maire de Creys-Mépieu depuis 2001 et natif du village, Olivier Bonnard a connu l'âge d'or de « Malville », comme tout le monde l'appelle ici. Tout juste âgé de 20 ans, il travaille quelque temps à la maintenance de la centrale dans les années 1980, « la meilleure expérience professionnelle de [sa] vie ». « Je retrouvais les copains, qui travaillaient tous à la centrale. On rencontrait des gens du monde entier et on gagnait un salaire plus que correct. On avait tout, sans avoir besoin d'aller très loin ». La manne financière apportée par la centrale, dès son installation en 1978 et lors de sa mise en service en 1986, assure à la commune un budget confortable. Le réseau d'eau et d'assainissement est modernisé, une nouvelle école

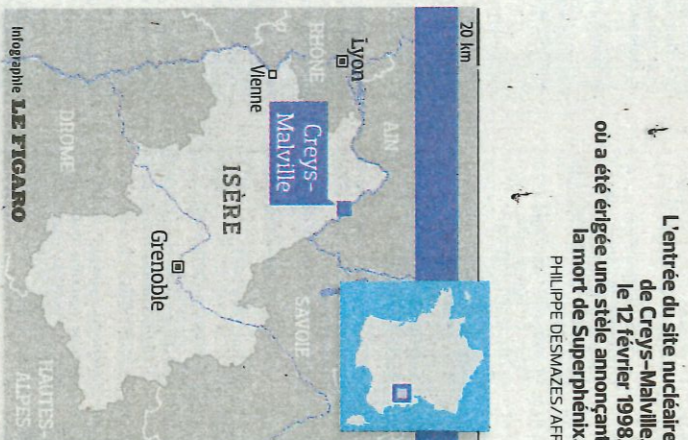


voit le jour, ainsi qu'un stade et une salle polyvalente. Creys-Mépieu n'est pas la seule à profiter de ces retombées. Dans la commune voisine de Morestel, 4 500 habitants et quatre cités EDF voient le jour pour accueillir ingénieurs et techniciens. Alors, le 19 juin 1997, quand Lionel Jospin annonce sa décision d'arrêter Superphénix, la colère s'installe dans le village : « Ça a été un énorme coup dur pour le territoire, déplore Olivier Bonnard. On a fermé la centrale au moment où elle fonctionnait le mieux, tout ça pour un accord politique. »

Un « choix technique »

Cet « accord politique », pointé inlassablement du doigt par les élus et les habitants de la région, désigne celui conclu, lors des législatives de 1997, entre les Verts et le Parti socialiste (PS), emmené par Lionel Jospin. Chef de file des Verts à l'époque, Dominique Voynet se souvient des termes de ce rapprochement : « Quand nous avons décidé de passer un accord avec le PS, nous avons discuté des choix énergétiques de la France et nous nous sommes entendus sur des orientations, qui comprenaient notamment l'arrêt de Superphénix. » Pour celle qui deviendra ministre de l'Environnement en 1997, sous le gouvernement de Lionel Jospin, cette décision tenait avant tout d'un « choix technique » lié à la particularité de ce réacteur à neutrons rapides (RNR). Également appelé surgénérateur, Superphénix se distingue, dans sa technologie, des réacteurs à eau pressurisée, largement développés en France à partir de 1974 : « Il ne s'agissait pas de faire de l'idéologie. J'étais convaincue que les surgénérateurs ne constituaient en rien une solution technique d'avenir, parce qu'ils coûtaient beaucoup trop cher et qu'ils engendraient des risques liés à leur exploitation », ajoute-t-elle encore aujourd'hui.

Les différents éléments soulevés par Dominique Voynet sont au cœur de l'opposition à Superphénix, qui naît dans les années 1970. En plein choc pétrolier, la France décide le déploiement d'un vaste programme nucléaire. Mais les craintes, à



l'époque, d'une raréfaction de l'uranium, conduisent au développement du premier prototype de réacteur à neutrons rapides de taille industrielle : Superphénix. Ces RNR ont la particularité de régénérer du combustible pouvant être réutilisé, et ainsi faire face à une éventuelle raréfaction de l'uranium. Mais à la différence des réacteurs à eau pressurisée, dont le circuit de refroidissement est assuré par l'eau, les RNR disposent d'un système de refroidissement assuré par du sodium liquide. « La question des surgénérateurs a mobilisé très tôt les scientifiques et les militants antinucléaire, car ces installations pouvaient induire un risque de prolifération du plutonium (utilisé comme combustible dans ces réacteurs et pouvant avoir un usage militaire, NDLR), avec leur déploiement dans le monde, comme c'était prévu à l'époque », explique Raymond Avrillier, militant écologiste. Porte-parole de l'association « Les Européens contre Superphénix », il est en première ligne des manifestations organisées à l'époque contre le projet, devenu un symbole de la cause antinucléaire en France. Une opposition qui culmine le 31 juillet 1977, avec la mobilisation de 40 000 manifestants aux abords du futur site d'implantation de la centrale et la mort d'un jeune militant, Vital Michalon, lors de heurts avec la police. Pour les antinucléaire, les craintes liées à la prolifération du plutonium s'ajoutent à celles de l'utilisation du sodium, très inflammable et explosif. Par ailleurs, le coût de l'installation est jugé excessif, un point confirmé par le rapport rendu en juin 1998 par la commission d'enquête parlementaire sur Superphénix : « Le surgénérateur n'a pas, pour l'heure, démontré sa rentabilité économique », expliquent les rapporteurs. Une absence de rentabilité liée en partie, aux incidents à répétition enregistrés par la centrale dès sa mise en service. Toujours selon la commission d'enquête, Superphénix n'a fonctionné que pendant 53 mois entre 1986 et 1997. Il a notamment été interrompu, dès 1987, par une fuite de sodium. Développée à la même période sous forme expérimentale ou industrielle aux États-Unis, en Allemagne ou au Japon, les RNR y connaîtront également une fin rapide. Deux sont actuellement en fonctionnement en Russie.

Des revenus fonciers importants

Vingt ans après les mobilisations antinucléaire des années 1970, l'annonce de la fermeture de la centrale en 1997, laisse place à une autre forme de lutte à Creys-Mépieu, pour défendre l'installation : « On était des syndicalistes, mais avant tout des techniciens qui tenaient à leur outil de travail. On s'est battus car on croyait en l'avenir de cette centrale », raconte Daniel Béguet.

Les élus locaux montent également au créneau : « On a vu les quatre cités EDF de la commune se vider. Les emplois qualifiés sont partis et avec eux un pouvoir d'achat qui faisait vivre la commune », explique Frédéric Vial, maire de Morestel. Mais la casse sociale tant redoutée n'a finalement pas lieu. « Il faut reconnaître qu'on s'en est bien sorti. On a bénéficié de la proximité de Lyon et de son attractivité », poursuit Frédéric Vial. « C'est sûr que dans une autre région, les choses auraient été plus compliquées, complète Olivier Bonnard. Ici, la plupart des agents EDF ont pu trouver du travail dans les centrales du Bugey, du Tricastin ou de Cruas, qui ne sont pas très loin. » Certains travailleurs bénéficient également d'une reconversion, pour assurer certaines missions liées au démantèlement. Quant au budget de la commune, amputé de la taxe professionnelle liée à l'activité de la centrale, il est assuré aujourd'hui encore par la présence de la centrale, qui génère des revenus fonciers correspondant « à environ 50 % des recettes perçues par le village », selon le maire. À deux pas de la mairie, le chantier de construction d'une vaste salle omnisports témoigne de ces retombées financières : « Sans ce que nous apporte EDF, ça n'aurait pas été possible », confirme Olivier Bonnard.

Alors, comme beaucoup d'élus du secteur, il se met à rêver d'un avenir pour le site de Creys-Malville : « Des sites comme celui-là, avec une source froide à proximité et un foncier aussi important, il n'en existe pas beaucoup », souligne l'édile, qui garde en ligne de mire l'annonce d'Emmanuel Macron de relancer la construction des EPR dans le pays, tout en restant prudent : « On a fait les frais de l'expérience avec Superphénix. Si on doit accueillir un nouveau réacteur, il faudra sûrement que ce soit une filière maîtrisée. EDF ne pourra pas se permettre un nouvel échec à Malville. » ■

La question des surgénérateurs a mobilisé très tôt les scientifiques et les militants antinucléaire, car ces installations pouvaient induire un risque de prolifération du plutonium, avec leur déploiement dans le monde, comme c'était prévu à l'époque

RAYMOND AVRILLIER, MILITANT ÉCOLOGISTE